

## Carte scolaire : compte rendu du CDEN du 10 février 2012

Les représentants FSU des personnels ont, en introduction, demandé au Préfet de ne pas engager de suites pénales à l'encontre des enseignants retraités qui avaient manifesté leur mécontentement à l'ouverture du CDEN prévu initialement le jeudi 9 février. (voir article du Dauphiné Libéré) Celui-ci avait été annulé faute de quorum et reporté au lendemain.

Après avoir écouté les déclarations liminaires des représentants des personnels (voir celle de la FSU en pièce jointe), le directeur académique (IA) a présenté sa préparation de la rentrée 2012. Avec le Préfet, ils se sont accordés pour dire et redire que la rentrée sera bonne, que les suppressions de postes sont incontournables compte tenu du déficit public et que la gestion départementale est excellente.

Cernant les restrictions de moyens, le Préfet nous a assésé des explications politico-économiques assez proches de celles que le président et ses apôtres nous fournissent et peu éloignées de la sacro-sainte pensée unique ultralibérale.

2 exemples affligeants, parmi d'autres, des propos du Préfet :

- il faut réduire les dépenses publiques et la dette de la France car aujourd'hui « un bébé qui naît est plombé de 27 milliards d'euros » (dixit le Préfet) ;
- si des postes d'enseignants sont créés, en cas d'alternance, il ne faudra pas venir manifester sous ses fenêtres puisque nécessairement il faudra supprimer d'autres postes dans la fonction publique : La Poste (comme s'il ne savait pas qu'elle n'était plus un véritable service public), l'armée, la police etc.

C'est peu dire que le Préfet et le directeur académique (IA) relaient sans vergogne et avec zèle la politique menée par le gouvernement Fillon. On pourrait croire parfois qu'ils font campagne pour la rigueur voire pour le candidat de l'UMP !!! Nous avons fait valoir que la France était un pays riche. Le problème n'est pas celui de l'argent qui manquerait mais de la façon de le partager.

Sur la carte scolaire proprement dite, le Préfet et le directeur académique (IA) sont ultra satisfaits : la rentrée sera résolument bonne avec plus d'ouvertures que de fermetures de classes, moins d'élèves par classe et des salaires augmentés pour les jeunes enseignants grâce à la suppression d'un poste de fonctionnaire sur 2 partant à la retraite.

**Pour le SNUipp/FSU le tableau est loin d'être aussi idyllique.** (voir déclaration liminaire)

**Nous avons entre autres :**

- **contesté la suppression des 11 postes de RASED, qu'ils soient pourvus ou non ;**
- **demandé que nous soit communiqué le nombre de demi-journées non remplacées. Les représentants FCPE des parents ont appuyé notre demande et le Préfet s'est engagé à nous fournir tous les éléments chiffrés permettant d'avoir une vision claire des absences et des remplacements assurés ou non (le directeur académique (IA) s'y était jusqu'alors opposé) ;**
- **reformulé notre opposition à toute ouverture (qui permet d'annoncer deux ouvertures avec un seul poste) ou fermeture de demi classe particulièrement effectuée en maternelle pour la section de Petits ;**
- **appuyé toutes les demandes des écoles et argumenté contre le directeur académique (IA) qui conteste la plupart des prévisions fournies par les écoles préférant se fier à celles des IEN ;**
- **protesté contre les mesures d'ouvertures ou de blocage laissées en suspens et qui mettront à la rentrée les élèves en difficulté.**

Les écoles rurales et les RPI sont préservées : mais peut-on faire autrement quand la fermeture entraînerait des difficultés d'organisation pour les familles et les élus qui montent dans ce cas très rapidement au créneau.

Les écoles de RRS sont aussi protégées. Mais en 2 ans, elles ont toutes perdu un demi-poste d'animateur soutien ZEP en échange d'une classe : qu'en sera-t-il quand les effectifs baisseront ? Ces mesures favorables sont un juste retour des choses puisque le différentiel entre les écoles RRS et non RRS était devenu peau de chagrin. Il était temps de rendre aux élèves les plus défavorisés ce qu'une véritable politique de l'éducation prioritaire n'aurait jamais du abandonner.

3 points ont été mis au vote :

- le taux de l'IRL pour les instituteurs. Nous avons été les seuls à voter contre (7 Abstentions et 1 pour) car aucune augmentation n'était prévue malgré la hausse des prix.
- Le choix du jour de remplacement du vendredi de l'Ascension. Le directeur académique (IA) a fait 2 propositions suite aux remarques formulées l'an passé à propos de la réduction des vacances de la Toussaint. Nous avons voté contre ces 2 propositions considérant que le calendrier devait être national.
- La carte scolaire : tous les représentants des personnels et des parents (FCPE) et un élu (maire et conseiller régional) ont voté contre ces propositions de carte scolaire. A notre grand étonnement, certains conseillers généraux de la majorité départementale se sont abstenus. Le conseiller général de l'opposition a voté pour.

**Nous avons besoin de continuer tous ensemble le combat pour l'école publique si nous voulons imposer de véritables autres choix pour l'éducation nationale.**

**Retrouvez donc toutes ces infos et bien d'autres sur le nouveau site du SNUipp 26 : <http://26.snuipp.fr/>**

**Pour donner encore plus de poids à vos nouveaux représentants élus,  
rejoignez sans attendre le SNUipp-FSU 26 !**

**Se syndiquer : une démarche individuelle au service du collectif !**